



Procès-verbal de l'assemblée générale du GIP e-bourgogne-franche-comté

Autun – Lundi 16 octobre 2017

Ordre du jour :

- I. Vérification des règles de quorum, ouverture de la séance par Monsieur Patrick Molinoz, Président du GIP et désignation d'un secrétaire de séance
- II. Retour sur l'année 2016
 - a. Présentation et examen du rapport d'activités et des comptes annuels 2016 (Cf. rapports)
 - b. Lecture du rapport général du Commissaire aux comptes et de son rapport spécial
 - c. Approbation par les membres de l'Assemblée générale
- III. Evolution du groupement
 - a. Information sur l'extension à la Franche-Comté
 - b. Zoom sur les obligations réglementaires à venir : travaux du GIP pour y répondre et illustration par des cas concrets (témoignages adhérents)
 - c. Travaux sur l'évolution du modèle économique
- IV. Questions diverses

I. Vérification des règles de quorum, ouverture de la séance par Monsieur Patrick Molinoz, Président du GIP et désignation d'un secrétaire de séance

Les élus et agents sont accueillis à partir de 11h30 et jusqu'à l'ouverture de la séance à la table d'épargement où ils signent et remettent les pouvoirs qui leur ont été attribués.

Durant le temps de l'épargement et du déjeuner, des ateliers de démonstration des services Territoires Numériques sont organisés.

Le Directeur du GIP e-bourgogne-franche-comté rappelle que 1 430 adhérents ont été convoqués à cette assemblée générale.

Pour que celle-ci puisse siéger et délibérer valablement, il est nécessaire que soient présents ou représentés 239 membres. À 14h00, 297 membres sont présents ou représentés.

Le quorum étant atteint, l'Assemblée générale du GIP peut donc siéger et valablement délibérer.

Monsieur Gilles Delamarche, Directeur du GIP, est désigné secrétaire de séance.

Monsieur Michel Belhomme, Vice-président de la Communauté de communes d'Autun souhaite la bienvenue aux présents et se réjouit que l'Assemblée générale du GIP ait une nouvelle fois lieu à Autun. Il expose aussi les récents changements au niveau local, liés notamment à l'élargissement de

l'intercommunalité et aux nouvelles fonctions de Monsieur Rémy Rebeyrotte (élu Député cette année).

Monsieur Vincent Chauvet, nouveau Maire d'Autun, précise qu'il a suivi la dernière assemblée en tant que représentant du SYDESL. Il souligne que le numérique est un axe fort pour l'attractivité de son territoire et dresse un panorama des actions en cours en ajoutant qu'il est convaincu de l'intérêt de cotiser et de continuer à s'impliquer dans les travaux du GIP. En effet, il faut que les services numériques liés aux questions de dématérialisation et à la relation aux citoyens puissent être proposés aux plus petites communes car l'évolution des modes de communication par le numérique à l'échelle d'un territoire et de sa population ne doit laisser personne de côté. Ainsi l'échelon régional et départemental doivent unir leurs efforts au niveau de la couverture en haut débit pour permettre le déploiement et une acculturation des services numériques proposés au niveau local.

Monsieur Cyril Olivier, chargé de mission TIC au SGAR insiste sur le renforcement du soutien financier de l'Etat au GIP dans le contexte des travaux sur « l'Etat plateforme ». Territoires Numériques participe activement au programme de développement concerté de l'administration numérique territoriales (DCANT) ; il est reconnu par l'Etat comme étant un organisme de mutualisation important pour déployer ses politiques, comme la récente dynamique d'ouverture des données publiques.

Monsieur Patrick Molinoz, Président du GIP, évoque le plaisir de tenir cette AG à Autun, comme les années précédentes, tout en indiquant que pour l'avenir, la situation géographique de Dole, plus centrale, déjà évoquée en 2016, pourrait être retenue pour marquer l'ouverture du groupement aux organismes franc-comtois.

Il rappelle que la présence du numérique est de plus en plus importante dans notre quotidien et de nouvelles obligations s'imposent aux collectivités pour lesquelles la maîtrise des outils n'est pas aisée.

C'est dans ce contexte que le Conseil régional porte une réflexion sur les usages du numérique. Car si la question de l'accès au Très Haut Débit pour tous, c'est à dire la question des infrastructures de fibre optique, vient en premier c'est la question des usages, c'est à dire de la maîtrise des outils numériques, qui devient fondamentale.

Le GIP Territoires Numériques est le bras armé de la Région au service d'acteurs publics auxquels il apporte l'expertise indispensable à la bonne appropriation du numérique. C'est pourquoi en 2017 la Région a doublé sa subvention au GIP qui doit à la fois faire évoluer son modèle économique et de service tout en poursuivant son implantation en ex-Franche Comté.

Concernant l'évolution du modèle économique et de services le GIP organisera en 2018 des ateliers avec les adhérents et singulièrement les communes dans chaque département. L'objectif assumé sera d'échanger concrètement sur les attentes et les besoins des communes dans un contexte qui a considérablement évolué depuis la création du GIP. Les communes non membres seront associées à ces rencontres.

Patrick Molinoz évoque ensuite le courrier adressé par Monsieur Accary, Président du Conseil départemental de la Saône-et-Loire à l'ensemble des communes de son département sur le positionnement du CD 71 en tant que membre fondateur du GIP.

Patrick Molinoz réaffirme qu'il s'opposera à toute remise en cause du modèle de mutualisation et de péréquation qui permet, grâce à l'engagement financier important des membres fondateurs (Etat, Région, Département) de proposer aux adhérents des services et une expertise à moindre coût.

Monsieur Patrick Molinoz précise qu'à la partie formelle de l'assemblée générale succéderont les présentations et les échanges sur l'action du GIP et souhaite aux présents une bonne assemblée.

II. Retour sur l'année 2016

Le GIP compte à ce jour 1 430 adhérents.

La liste à jour est consultable [sur cette page](#) du portail Territoires Numériques. Il est précisé que c'est le service « annuaires géolocalisés » qui est utilisé ici.

Présentation du rapport d'activités 2016

Activités opérationnelles en 2016

L'activité du GIP e-bourgogne-franche-comté est toujours très dense, constituée essentiellement par :

- Le suivi et le développement de services existants ;
- L'étude de nouveaux services ;
- Le pilotage et l'organisation des travaux avec son partenaire industriel Worldline,
- L'accompagnement de proximité de ses adhérents, en nombre croissant.

Études de nouveaux services

Etude Fédération d'identité / France Connect Agent

Le GIP a répondu à l'appel à projet « PIA » du Ministère de l'Intérieur pour participer à l'étude et aux pilotes de FranceConnect Agent, le dispositif de fédération d'identité proposé par la Direction Interministérielle du Numérique et du Système d'information et de Communication de l'Etat (DINSIC).

Etude dématérialisation S2low, Actes, Pastell

Cette étude a traité de trois aspects liés aux services de dématérialisation des échanges entre administrations :

- Préparation de l'homologation du tiers de télétransmission S2low (Adullact) pour la dématérialisation des flux à destination du contrôle de légalité (Actes)
- Etude des nouveaux potentiels de l'outil d'aiguillage de flux et de transformation de formats Pastell (Adullact).
- Opportunités (techniques et coûts) d'utiliser le service de gestion des délibérations WebDelib (Adullact) en mode mutualisé (développements nécessaires) ou interne au système d'information de la collectivité.

Extension Bourgogne-Franche-Comté

Lors de l'AG du 3 octobre 2016, le projet d'évolution de la convention constitutive du GIP dans le cadre de l'extension de son champ d'actions au territoire de Bourgogne Franche-Comté a été adopté à l'unanimité des adhérents présents ou représentés.

Facture électronique

Le GIP a accompagné, dans une approche AMO, le CD71 sur l'organisation de ses circuits internes dans le cadre de la mise en œuvre de la facturation électronique.

En parallèle, une étude a été réalisée afin d'offrir le service d'accès à Chorus Portail pour les adhérents du GIP qui décideraient de ne pas passer directement par la solution proposée par leur éditeur financier.

Services existants : évolutions

Salle des marchés unifiée Bourgogne-Franche-Comté

Le GIP a organisé et coordonné les évolutions techniques et d'accompagnement nécessaires à l'ouverture du profil acheteur pour le Conseil Régional intervenant désormais sur le territoire de la nouvelle grande région Bourgogne-Franche-Comté.

Télétransmission HELIOS PESV2, ACTES, parapheur et autres logiciels d'échanges inter administrations.

Poursuite de la mise à jour des composants techniques de la plateforme, notamment le parapheur électronique, As@lae (archivage électronique), Pastell, le tiers de télétransmission S2low. Ce dernier est maintenant homologué par la DGCL pour le programme Actes.

Service d'Archivage Electronique (SAE)

Le dispositif As@lae a été testé pour les flux comptables (Hélios/PESv2) avec des adhérents.

Afin de préparer un déploiement plus large sur 2017 avec les données relatives aux actes juridiques et aux marchés publics, un appel à candidatures a été lancé pour identifier, parmi nos adhérents, ceux d'entre eux qui souhaitent être expérimentateurs.

Générateur de sites Web et Webmail

Un groupe de travail a été réuni avec des adhérents « volontaires » dans le but de mieux cerner les attentes d'évolution sur le générateur de sites Internet. Le résultat a permis d'enrichir ce service, en particulier sur les points suivants : nouveaux modèles de sites, carrousel de présentation, doublement de la taille de stockage des boîtes aux lettres, module de gestion des documents.

Portail territoires-numeriques.fr

Une refonte de l'espace mon e-bourgogne a été réalisée pour apporter une meilleure ergonomie et des informations contextualisées (alertes, statistiques...).

GéoBourgogne devient Idéo BFC

L'année 2016 a été marquée par les conséquences de la Loi NOTRe avec l'extension du dispositif GéoBourgogne à l'ensemble de la nouvelle Région Bourgogne Franche-Comté. Afin d'entériner cette évolution territoriale, la charte partenariale a été adaptée et un nouveau nom « IDÉO BFC : Informations et DonnEes Ouvertes en Bourgogne Franche-Comté » adopté.

Fonctionnement du GIP

Les instances de gouvernance du GIP se sont réunies comme suit en 2016 :

- 2 conseils d'administration et d'orientation stratégique le 26 mai et 24 novembre
- 1 assemblée générale le 3 octobre 2016
- A cela s'ajoutent les comités de pilotage avec le partenaire industriel, la société Worldline.

Équipe

En 2016, le GIP comptait 16 postes permanents (dont 3 emplois dédiés à GéoBourgogne).

Déploiement des services auprès des adhérents, formations et assistance

- 330 personnes ont été formées en 2016
- Les ambassadeurs ont également assuré 247 rendez-vous de présentation / conseil / assistance dans une collectivité.
- 5 765 tickets d'assistance ont été traités.
- Les ambassadeurs ont répondu à 550 demandes d'assistance
- Enfin, 205 personnes ont répondu à l'enquête de satisfaction suite à une demande d'accompagnement.

Présentation des comptes annuels 2016

Les comptes annuels 2016 font l'objet d'une présentation orale. Le détail des commentaires peut être retrouvé dans [les rapports adressés avec la convocation.](#)

Synthèse du bilan

BILAN GIP E-BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

Période du 01/01/2016 au 31/12/2016

Bilan actif (données en K€)	Brut	Amort & prov	Net 2016	Net 2015	Bilan passif (données en K€)	2016	2015
Immobilisations					Fonds "associatifs" et réserves		
Immobilisations incorporelles	276	274	2	2	Fonds propres		
Immobilisations corporelles	227	203	24	33	Résultat de l'exercice		
Immobilisations financières	8		8	8	Autres fonds associatifs		
					Subventions d'investissement	12	19
Total immobilisations	510	476	34	44	Total fonds "associatifs" & réserves	12	19
					Provisions pour risques et charges	11	9
					Fonds Dédiés	2 089	2 450
Actif circulant					Dettes		
Créances adhérents et comptes rattachés	11	5	6	19	Emprunts et dettes assimilées	0	0
Autres créances	251		251	135	Fournisseurs et comptes rattachés	479	24
Disponibilités	2 526		2 526	2 244	Autres	171	159
Charges constatées d'avance	21		21	31	Produits constatés d'avance (subventions projets)	76	12
Total actif circulant	2 808	5	2 804	2 629	Total dettes	726	195
Total général	3 319	481	2 838	2 673	Total général	2 838	2 673

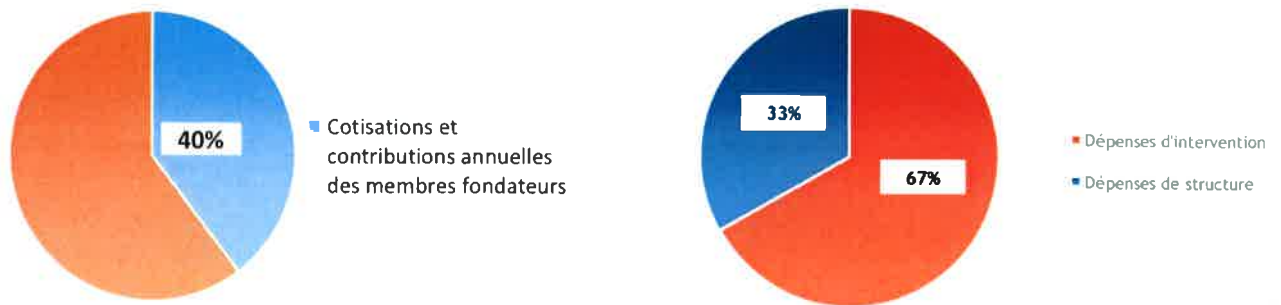
Synthèse des résultats :

COMPTE DE RESULTAT GIP E-BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

Période du 01/01/2016 au 31/12/2016

Charges en K€	2016	2015	Produits en K€	2016	2015
Charges d'exploitation			Produits d'exploitation		
Achats	2 745	2 791	Prestations de services	3 401	3 432
Services extérieurs	129	121	- Cotisations Membres fondateurs	1 360	1 360
Autres services extérieurs	188	203	- Cotisations communes - 3500 hab Côte d'Or	191	191
Impôts, taxes et versements assimilés	86	82	- Cotisations communes - 3500 hab Nièvre	98	93
Salaires et traitements	706	660	- Cotisations communes - 3500 hab Saône-et-Loire	227	220
Charges sociales sur salaires	287	271	- Cotisations communes - 3500 hab Yonne	153	145
Autres charges	2	1	- Cotisations communes de 3501 à 20 000 hab	309	326
Dotations aux amortissem. et provisions	23	30	- Cotisations communes de plus de 20 000 hab	98	100
			- Cotisations groupement de collectivités	524	556
			- Cotisations syndicats intercommunaux	124	117
			- Cotisations établissement d'enseignement et de recherche	23	23
			- Cotisations établissement de santé	78	77
			- Cotisations activités sanitaires et sociales : protection	71	68
			- Cotisations organismes divers	141	153
			Droits d'entrée	2	3
			Formations CNFPT	1	
			Autres produits d'exploitation		
			Subventions d'exploitation	341	682
			Autres produits	0	1
			Reprise de provis. / Transfert de charges	22	15
Total des charges d'exploitation	4 167	4 159	Total des produits d'exploitation	3 764	4 129
Charges financières			Produits financiers	36	39
Dotations aux amortissements et provisions			Reprise de provis. / Transfert de charges		
Intérêts et charges assimilées			Intérêts et produits assimilés	36	39
Charges exceptionnelles	0		Produits exceptionnels	7	132
Sur opérations de gestion			Sur opérations de gestion		112
Sur opérations en capital	0		Sur opérations en capital	7	19
Dotations aux amortissements et provisions			Reprise sur provisions et transferts de charges		
Variation du fonds dédié sur l'exercice : dotation / reprise	-360	141			
TOTAL DES CHARGES	3 807	4 300	TOTAL DES PRODUITS	3 807	4 300

Synthèse intervention / fonctionnement



Monsieur Patrick Molinoz rappelle que le déficit connu par le GIP a été anticipé depuis plusieurs exercices au motif de l'arrêt des subventions FEDER liées au précédent PO. Le fond dédié a été constitué spécifiquement pour faire face aux charges jusqu'à la fin du PPP.

Lecture du rapport général du Commissaire aux comptes

Monsieur Christophe Lhuile, Commissaire aux Comptes au sein du Cabinet Mazars explique le travail réalisé par ses équipes et certifie les comptes annuels 2016 comme étant réguliers et sincères.

Le Président du GIP soumet à l'approbation de l'assemblée générale le rapport d'activités ainsi que le compte de résultats 2016.

0 abstention, 0 contre

→ le rapport d'activités ainsi que le compte de résultats 2016 sont adoptés à l'unanimité

III. Évolution du groupement

Information sur l'extension à la Franche-Comté

Monsieur Gilles Delamarche rappelle les principaux constats de l'étude de préfiguration qui ont permis d'asseoir l'opportunité de proposer l'extension de l'offre de services Territoires Numériques auprès des organismes publics du territoire franc-comtois.

Monsieur Patrick Molinoz explique que les résultats obtenus en 2017 ne sont pas à la hauteur des attentes et des objectifs que nous nous étions fixés en 2016. D'abord parce que nous avons sous-estimé la difficulté à s'implanter dans un territoire qui fonctionnait sans équivalent au GIP. S'il a fallu 10 ans au GIP pour atteindre son niveau actuel en Bourgogne nous devons accepter que son déploiement en Franche Comté prenne du temps et ce d'autant plus que ses départements ne sont pas spontanément prêts à assumer une nouvelle dépense importante. En outre le recrutement des ambassadeurs pour la Franche Comté a été plus complexe que prévu. Pour autant d'importantes avancées ont été réalisées avec des acteurs qui seront des prescripteurs utiles au GIP, et notamment le SIDEC.

Monsieur Roger Rey, vice-président du SIDEC et Maire de Conliège (715 hab., commune limitrophe de Lons-le-Saunier) revient sur l'adhésion du syndicat au GIP et sur le partenariat acté par entre les 2 structures qui formalise, dans le cadre d'une convention, la création d'un service commun mutualisé sur les services et les usages numériques à l'échelle du territoire du Jura.

La branche informatique du SIDEC a été créée il y a une trentaine d'années et s'occupe actuellement notamment de la gestion du matériel informatique pour la quasi-totalité des communes du Jura. Cette présence forte a permis d'identifier de réels besoins auxquels l'offre de Territoires Numériques peut

répondre. Ainsi, l'ambassadrice de proximité pour le Jura aura son bureau au SIDEC et travaillera avec ses équipes pour recruter de nouveaux adhérents et déployer les services du GIP.

S'agissant des autres actions engagées en Franche-Comté, le GIP fait état de sa présence sur différents salons, des différentes rencontres réalisées et de l'adhésion de la Communauté de communes de Val de Gray.

Zoom sur les obligations réglementaires à venir : travaux du GIP pour y répondre et illustration par des cas concrets (témoignages adhérents)

Les chefs du projet du GIP rappellent les échéances réglementaires, liées particulièrement à la dématérialisation de la commande publique, l'ouverture des données des marchés publics et la poursuite du chantier de facturation électronique.

Ces évolutions peuvent être accompagnées par des solutions concrètes apportées et au travers des dispositifs de sensibilisation. A titre d'exemple, le GIP a noué des partenariats avec des éditeurs de solutions logicielles métier permettant à ses adhérents de bénéficier à moindre coût des connecteurs pour les flux juridiques et comptables, ainsi que pour les factures.

Une présentation est également faite du nouveau module proposé par le GIP à ses adhérents pour compléter les outils des marchés publics : la Bibliothèque de DCE. Cet outil simple à prendre en main permet de trouver rapidement les consultations publiées par les pouvoirs adjudicateurs dans les différents domaines (plus de 120 000 de dossiers de consultation entreprises stockés) de manière à pouvoir s'en inspirer pour son propre marché.

Cas concret d'utilisation des services de Territoires Numériques grâce aux témoignages de plusieurs adhérents

Marie FAGET, représentante de la mairie d'Argilly, témoigne du projet de création du site web de sa commune. Elle indique les objectifs recherchés (réduction de la fracture numérique, démocratie participative, volonté politique d'offrir aux habitants des services qui correspondent davantage à leurs pratiques) et les contraintes liées à la fois aux coûts et aux compétences pour développer un tel service. Dans ce contexte le choix de Territoires Numériques s'est naturellement imposé (faible montant de cotisation, offre tout compris, accompagnement pas à pas). www.argilly.fr

Jacky PERREAULT, Maire de Vitry-en-Charolais retrace le chemin parcouru par sa commune dans le déploiement de services numériques. Amorcé avec un site web communal et poursuivi depuis avec d'autres services du bouquet de Territoires Numériques (actes, flux comptables, ...). Il souligne la « solitude » des communes rurales face aux obligations réglementaires en matière de dématérialisation et indique, qu'à son sens, des structures publiques comme le GIP sont indispensables pour relever ces enjeux.

Christophe DUJARDIN, Chef du service des domaines fonctionnels au SDIS de la Côte-d'Or explique comment pour répondre aux besoins du SDIS en matière de dématérialisation des procédures, le recours aux services du GIP s'est imposé rapidement : interlocuteur public local et de proximité, dont le CD21 est membre fondateur.

A l'occasion du renouvellement de leur parc logiciel, les solutions proposées par le GIP ont été retenues (outils et services en open source) et mises en place progressivement pour les marchés publics, la dématérialisation des délibérations, le PES V2, la facturation électronique et prochainement, l'archivage électronique.

Sandrine COCHET, Chef de projet Open Data à l'agglomération de Nevers expose un projet concret de réutilisation des données publiques. Il s'agit pour la Ville et l'agglomération de Nevers, de développer une application grand public permettant d'identifier en temps réel les places réservées aux personnes à mobilité réduite.

Travaux sur l'évolution du modèle économique

Monsieur Gilles Delamarche présente brièvement les chantiers engagés :

- Les travaux liés à la refonte du modèle économique (simplification et forfaitisation des montants par strate de population) des adhérents du GIP, qui seront soumis aux décisions des membres du Conseil d'administration.
- Les études juridiques et techniques d'ores et déjà engagées (fin du CPPP en novembre 2019) pour assurer une continuité de services et une optimisation des coûts de la plateforme, dans le cadre d'un marché global.

IV. Questions diverses

Pas de questions.

La séance est levée vers 17h.

Après approbation par le Président du GIP et par le Secrétaire de séance, ce procès-verbal est transmis au Commissaire du Gouvernement et au Contrôleur budgétaire régional.

Le Secrétaire de Séance



Monsieur Gilles DELAMARCHE
Directeur du groupement

Le Président du GIP
e-bourgogne-franche-comté



Monsieur Patrick MOLINOZ